



# AGIR POUR NE PAS SUBIR

**Alors que le gouvernement avait la possibilité depuis des mois d'investir dans les capacités hospitalières, les tests pour la population et la politique préventive, de réorganiser et mettre des moyens dans l'Éducation Nationale pour limiter la contagion et éviter d'en arriver à la situation que nous connaissons, il a sciemment fait d'autres choix.**

Pour protéger les profits d'une minorité, le gouvernement permet à tout le secteur productif de continuer à produire comme avant, dans des conditions sanitaires lamentables. Dans le même temps, la fermeture de nombreuses entreprises et commerces, combinée à une vague de licenciements sans précédent, jettent des milliers de travailleurs-es et leur famille dans la misère et le chômage.

Dans le pays, ce sont plus d'1 million de licenciements qui sont annoncés alors que les grandes entreprises continuent à verser des millions d'€ de dividendes aux actionnaires. **Les richesses que nous produisons et qu'ils ont accumulées pendant des années doivent servir à maintenir et développer l'emploi, augmenter les salaires, traitements, pensions et revenus de substitution.**

**Ce n'est pas aux salariés de payer les conséquences de leurs politiques.** Peut-on parler de crise économique alors que des milliards d'argent public ruissellent sur les plus riches ? Ce sont autant de moyens qui n'iront pas aux investissements socialement utiles, qui ne serviront pas à assurer les droits fondamentaux auxquels chacune et chacun doivent pouvoir prétendre.

**En s'appuyant sur la crise sanitaire, le gouvernement remet en cause les libertés individuelles et collectives, casse nos Services Publics et notre Sécurité Sociale pour poursuivre et accélérer le démantèlement de notre modèle social.**

Dans les entreprises, le patronat tente d'imposer le chômage, la baisse des salaires, la dégradation des conditions de travail... Pour eux, tous les droits et conquêtes sociales doivent y passer.

**IL EST URGENT DE SE MOBILISER CAR PATRONAT ET GOUVERNEMENT VEULENT METTRE LE MONDE DU TRAVAIL À GENOUX !**

**A Arles le mardi 17 Novembre ENSEMBLE,  
EXIGEONS à 10h30 devant la sous-préfecture :**

- ✓ UNE LOI D'URGENCE INTERDISANT LES LICENCIEMENTS, LES RESTRUCTURATIONS ET LES DÉLOCALISATIONS,
- ✓ L'IMPOSITION D'UNE CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE DES GRANDES FORTUNES À HAUTEUR DE 50 % ET LA TAXATION DE LA TOTALITÉ DES DIVIDENDES POUR FINANCER LES INVESTISSEMENTS SOCIALEMENT UTILES, DONT NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIQUE
- ✓ POUR L'AUGMENTATION DES PENSIONS